

<https://www.aefinfo.fr/depeche/677654>

Erwin Canard

8 min read

"Il y aura des adultes devant chaque classe à la rentrée, mais pas des enseignants" (Guislaine David,

"La rentrée va être compliquée", estime Guislaine David, secrétaire générale du Snuipp-FSU, lors de la conférence de presse de rentrée du syndicat le 23 août 2022. En cause : la crise de recrutement d'enseignants, faisant craindre un manque de professeurs. Elle critique en outre la formation des contractuels recrutés : "Ils auront des informations mais n'auront pas la formation suffisante pour enseigner. Il y aura des adultes devant chaque classe, mais pas des enseignants". Le Snuipp demande une revalorisation de 300 € pour les enseignants et critique les débats à venir sur l'école.



Guislaine David (au centre) lors de la conférence de presse de rentrée du Snuipp-FSU, le 23 août 2022. Droits réservés - DR

La Seine-Saint-Denis, c'est le "symbole de l'enjeu de la question des postes de professeurs". C'est pour cela, explique Guislaine David, secrétaire générale du ~~Snuipp~~ ~~FSU~~, que le syndicat a tenu à organiser sa conférence de presse de rentrée, le 23 août 2022, dans une école de Saint-Ouen, dans ce département fortement touché par la crise de recrutement de professeurs des écoles ([lire sur AEF info](#)).

Guislaine David alerte alors : "La rentrée va être compliquée". Et, plus largement, "nous sommes à un moment charnière pour l'école publique alors que le métier souffre d'un manque d'attractivité, à un niveau jamais atteint cette année". Outre le manque de candidats aux concours, l'enseignante signale la hausse du nombre de ruptures conventionnelles et des démissions.

Et de s'inscrire en faux contre l'assertion de Pap Ndiaye : "Il y aura un enseignant dans chaque classe à la rentrée" ([lire sur AEF info](#)). "Non, il n'y aura pas un enseignant dans chaque classe à la rentrée, sauf à considérer que des contractuels embauchés en 30 minutes sont enseignants. Il y aura des adultes devant chaque classe, mais pas des enseignants", assène Guislaine David.

Les cellules de rentrée, "de la poudre aux yeux"

Les formations de quatre jours mises en place par les rectorats pour les professeurs contractuels avant la rentrée sont ainsi insuffisantes, pour Guislaine David : "Ce ne sont pas des formations. Les contractuels auront des informations sur le fonctionnement d'une école, d'une classe, sur les programmes, mais n'auront pas la formation suffisante pour enseigner." Tandis que les cellules de rentrée en place depuis le 22 août dans chaque rectorat sont, pour la syndicaliste, "de la poudre aux yeux pour tenter de rassurer la population".

Pire, selon elle, ce recrutement de contractuels (1) titulaires d'une licence "déqualifie le métier". Le Snuipp appelle plutôt le ministre à recruter "dès aujourd'hui" les candidats reçus sur liste complémentaire, qui représentent, selon le syndicat, 1 100 enseignants. À l'Assemblée nationale, début août, Pap Ndiaye a indiqué avoir "proposé aux listes complémentaires dans les académies à proximité de l'Île-de-France, comme Reims, Rouen ou Amiens, de venir enseigner du côté de Versailles ou Créteil" ([lire sur AEF info](#)).

Guislaine David incite en outre à trouver des "solutions sur le long terme, pour que la rentrée 2023 ne soit pas comme celle de 2022".

"revoir l'ensemble de la grille" des salaires enseignants

Pour cela, il s'agit, en premier lieu, de revoir la rémunération des enseignants, qui est la cause principale, selon Guislaine David, de la désaffection que connaît le métier enseignant. "Un stagiaire démarre à 1 400 € et il faut attendre environ 15 ans de service pour que le salaire dépasse 2 000 €". L'annonce du gouvernement qu'aucun salaire ne sera, à terme, inférieur à 2000 € laisse perplexe la responsable du Snuipp : "Nous nous méfions car c'est aussi ce qu'avait dit Jean-Michel Blanquer, or, il n'y est pas arrivé en 5 ans."

Alors que le budget de l'Éducation nationale augmentera de 3,6 Md€ en 2023 par rapport à 2022 justement pour revaloriser les enseignants ([lire sur AEF info](#)), ministère et syndicats doivent enclencher, en septembre, une nouvelle phase de discussion à ce propos.

Au Snuipp, les attentes sont fortes alors que, rappelle Nicolas Wallet, co-secrétaire général, le "point d'indice a été gelé entre 2010 et 2022 (sauf 2016 et 2017)" et que les salaires des enseignants français sont "en moyenne inférieurs de 18,7 % à ceux des professeurs des autres pays européens". Même si le gouvernement a dégelé le point d'indice ([lire sur AEF info](#)), ce "ne peut être qu'une première étape dans la revalorisation", estime Nicolas Wallet, qui demande "la hausse de 15 % du point d'indice et une revalorisation immédiate de 300 € nets par mois pour tous les enseignants". En outre, la promesse des 2 000 € en début de carrière ne doit pas, poursuit-il, se faire sans "des signes pour les milieux et fin de carrière". Pour Guislaine David, afin qu'un enseignant ayant plusieurs années d'expérience ne gagne pas moins qu'un professeur débutant, il est nécessaire de "revoir l'ensemble de la grille".

"la profession ressort éprouvée des 5 années Blanquer"

Le syndicat majoritaire chez les professeurs des écoles se montre également méfiant envers la réflexion autour du "pacte enseignant" ([lire sur AEF info](#)) que souhaite mener le gouvernement dès l'automne ([lire sur AEF info](#)) : "Cela reste très flou et on ne peut pas entrer dans une logique du 'travailler plus pour gagner plus', c'est inacceptable. Et puis,

on ne voit pas comment annoncer une surcharge de travail peut répondre à la crise de recrutement", souligne Guislaine David.

Car, outre le faible niveau de rémunération, les conditions de travail, "qui se sont dégradées", expliquent aussi la crise d'attractivité du métier enseignant. Et Guislaine David de lister les "surcharges d'élèves hors éducation prioritaire", les "conditions de scolarisation des élèves en situation de handicap intenable" ou encore les "droits des personnels dégradés (refus de temps partiel, refus de mutation, etc.)".

À cela s'ajoute le fait, poursuit Guislaine David, que "la profession ressort éprouvée des cinq années Blanquer, en raison de la remise en cause de la liberté pédagogique, des réformes qui se sont succédé, de la multiplication d'injonctions et de protocoles, du manque d'enseignants et de remplaçants".

"Les équipes ont surtout besoin qu'on leur fasse confiance et de moyens humains"

Si la porte-parole du Snuipp-FSU se satisfait que Pap Ndiaye soit "davantage dans le dialogue et l'écoute" que son prédécesseur, elle regrette en revanche qu'il ne semble "pas pour autant y avoir un changement radical de politique ; il conserve la feuille de route du président Macron".

Ainsi, ni le "resserrement des enseignements sur les fondamentaux", qui va à rebours de l'ambition de "permettre à l'ensemble des élèves de réaliser tous les apprentissages nécessaires à la réussite scolaire et à la compréhension du monde", ni la mise en place de critères davantage locaux en éducation prioritaire (via les CLA), ni la "culture de l'évaluation" ne trouvent grâce aux yeux du Snuipp.

Pas davantage que la généralisation de l'expérimentation marseillaise et la mise en place de débats, dès l'automne, dans les écoles. "Ces débats et cette expérimentation ne sont pas une demande du terrain. L'expérimentation est la mise en concurrence des écoles, alors que ce type de débats n'a jamais abouti, que ce soit sur les rythmes scolaires ou lors du Grenelle, par exemple. Les équipes ont surtout besoin qu'on leur fasse confiance et de moyens humains (de psychologues scolaires, de Rased...)", estime Guislaine David.

Ainsi, pour elle, "les orientations politiques ne nous donnent pas espoir de voir se réduire les inégalités. Il est urgent d'agir et d'investir dans l'école".

Vers un chantier "CRPE" ?

Fin juillet, devant l'Assemblée nationale, Pap Ndiaye a surpris en suggérant qu'une "réflexion doit être entamée sur le recrutement" des professeurs des écoles. Le ministre s'interrogeait alors : "Est-il absolument nécessaire de recruter des professeurs des écoles à bac +5 ?"

Le Snuipp indique qu'il va demander une audience au ministre sur cette question. Pour Guislaine David, il n'est ainsi "pas question de baisser le niveau de qualification des enseignants ni d'avoir deux niveaux de formation différents entre professeurs des écoles et certifiés", même s'il lui "semble que le ministre ne remet pas en cause la masterisation".

En revanche, s'il s'agit de vouloir "déplacer le concours en fin de licence pour ensuite former et rémunérer les stagiaires pendant deux ans, cela rejoint les revendications du Snuipp".